

A R R E T E

**n°2004-112-11 du 21 avril 2004 portant
prescriptions complémentaires à la Société d'Equipement de la Région
Mulhousienne (SERM) visant à clôturer le site, reconnaître la qualité des
terrains, éliminer des déchets, et surveiller l'impact des remblais à scories
présents dans des terrains du secteur B, à proximité du bâtiment 106/
secteur B, de l'ancien site industriel « SACM – 1 rue de la Fonderie » à
MULHOUSE**

LE PREFET DU HAUT-RHIN
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le titre I^{er} du livre V du Code de l'Environnement, notamment son article L 512-7,
- VU** la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les Administrations,
- VU** le décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 modifié relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- VU** la circulaire DPPR/SEI du 1^{er} septembre 1997 relative à la notification des mesures prévues par l'article 23 de la loi du 19 juillet 1976 au propriétaire du terrain, de l'immeuble ou des installations industrielles,
- VU** la circulaire du 31 mars 1998 du Ministre de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement, relative aux sites pollués,
- VU** la circulaire DPPR/SEI/BPSPR n°02-437 du 2 juillet 2002 relative à la pollution des sols par des installations classées. Pertinence des mesures prescrites. Mise en cause du détenteur,
- VU** le rapport Société d'Equipement de la Région Mulhousienne (SERM)/ Expertise environnementale du milieu souterrain au droit de l'ancienne fonderie de la Sté SACM-Mulhouse (68) /Bâtiment 106-secteurB/rapport n°01T266-01 du 13 novembre 2001 et annexes, adressé au préfet le 17 septembre 2003 (dépôt préfecture le 19 septembre 2003),
- VU** le rapport FIMALAC- Diagnostic de la qualité des sols de l'ancien site SACM-Mulhouse (68)/ GRS VALTECH n°99 T 283-01 du 20 juillet 2001 et annexes, et l'Evaluation Simplifiée des Risques y figurant,
- VU** le rapport de la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement chargée de l'inspection des installations classées du 27 octobre 2003,

VU l'avis du Conseil départemental d'hygiène en date du 4 décembre 2003,

CONSIDÉRANT que la disparition de l'ancien exploitant, la Société SACM-T, rend cet industriel défaillant,

CONSIDERANT que, compte tenu de la défaillance de l'ancien exploitant, la Société SERM, actuellement propriétaire/détenteur de certains terrains situés au droit du secteur B, est responsable de ses terrains,

CONSIDÉRANT qu'il a été mis en évidence à l'emplacement de l'ancien bâtiment industriel de la SACM- Textile, n° 106/secteur B, et sur des terrains à proximité immédiate du secteur B (voir plan annexé au présent arrêté) sur le site industriel « SACM- Mulhouse 1 rue de la Fonderie – Mulhouse » une pollution des sols par des remblais à scories contenant des métaux lourds, des hydrocarbures totaux, des solvants chlorés, et des sables de fonderie,

CONSIDÉRANT qu'il est vraisemblable que les terrains du secteur B dont la Société SERM est propriétaire, qui n'ont fait l'objet d'aucune investigation mais qui se situent entre deux secteurs sur lesquels des remblais à scories similaires ont été mis en évidence, contiennent également des scories de qualité similaire à celles mises en évidence de part et d'autre des terrains du secteur B de la Sté SERM et qu'ils sont donc susceptibles de contenir des métaux lourds, des hydrocarbures totaux et des solvants chlorés,

CONSIDERANT la présence de remblais à scories au niveau des terrains du secteur B et leur charge polluante, ainsi que le fait que des travaux d'aménagement réalisés sur ces terrains ont conduit à l'enlèvement de leur couverture de protection (bâtiments, voirie) hors le bâtiment 106, et induisent ainsi un risque de transfert de pollution vers les eaux souterraines,

CONSIDÉRANT que le degré de contamination des sols contenant des remblais à scories est tel (concentrations dans les sols de certains métaux lourds à des concentrations supérieures à la Valeur de Constat d'Impact pour un usage sensible du guide méthodologique « Sites et Sols pollués du Ministère de l'environnement »), qu'il convient au propriétaire de ces terrains en sa qualité de détenteur, de mettre en place un dispositif de clôture pour éviter toute possibilité de contact aux personnes non autorisées,

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de demander au propriétaire des terrains du secteur B qui n'ont pas encore fait l'objet d'investigation, mais qui se situent entre 2 secteurs sur lesquels des remblais à scories contaminés ont été mis en évidence, de mener une reconnaissance de la qualité des sols et sous-sols de ses terrains,

CONSIDÉRANT que si dans le cadre de travaux d'investigation des déchets (autres que des scories) sont découverts, il y a lieu de fixer des prescriptions pour réglementer le stockage momentané des déchets sur le site, ainsi que leurs conditions d'élimination,

CONSIDÉRANT qu'il a été mis en évidence, au droit du secteur B, dont des terrains appartiennent à la Société SERM, une contamination des eaux souterraines par des hydrocarbures totaux et des solvants chlorés,

CONSIDERANT qu'il y a lieu de surveiller l'impact des remblais à scories sur les eaux souterraines,

CONSIDÉRANT que le dernier exploitant connu de ce secteur B est la Société SACM-T qui y a exploité dans le bâtiment 106, des activités de fonderie, application de peinture, installations de compression, activités de travail mécanique des métaux, susceptibles

d'être à l'origine de la pollution constatée, soumises à autorisation au titre de la législation des installations classées,

APRÈS communication, par lettre du 19 décembre 2003, du projet de prescriptions à la Société SERM et sa réponse du 6 janvier 2004 ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin,

ARRÊTE

Article 1 -

La Société d'Equipement de la Région Mulhousienne (SERM), dont le siège social est 33 avenue de Colmar- 68092 Mulhouse cedex, est tenue de se conformer aux prescriptions des articles suivants qui visent à assurer la mise en sécurité du site, poursuivre la reconnaissance des sols, réglementer le stockage et l'élimination de déchets, assurer la surveillance de la qualité des eaux souterraines, compte tenu de la présence sur le secteur B (voir plan en annexe) du site de remblais à scories et sables de fonderie.

Article 2 – Interdiction d'accès au site

Dans un délai d'un mois, l'accès de toute zone dangereuse du site (terrains contaminés,...) sera interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger et l'interdiction d'accès seront signalés par des pancartes placées à proximité des zones clôturées.

La Société SERM s'assurera fréquemment du bon état des dispositifs de clôture mis en place. Un registre des contrôles sera ouvert, sur lequel les dates de contrôle ainsi que les remarques à formuler suite au contrôle seront consignées. Ce registre sera tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées ou communiqué sur simple demande de sa part.

Article 3 – Reconnaissance de sols

Dans un délai d'un mois, la Société SERM fera procéder à une reconnaissance des sols, pour les terrains du secteur B dont elle est propriétaire (voir plan en annexe).

Les investigations seront réalisées par un bureau d'étude compétent.

Dans un délai de 2 mois, les conclusions des investigations seront commentées et portées à la connaissance du Préfet.

Si lors des investigations, des déchets sont découverts, ils devront être éliminés en conformité avec les prescriptions de l'article 4 du présent arrêté.

Article 4 - Elimination de déchets (autres que des scories)

Les diverses catégories de déchets découvertes sur le site sont collectées séparément.

Les déchets devront être éliminés dans le mois qui suit leur découverte.

La conservation des déchets sur le site, dans l'attente de leur bonne élimination, doit s'effectuer dans des conditions de sécurité (local fermé et verrouillé quand le site n'est pas sous surveillance) et de prévention des pollutions des sols et des eaux (cuvette de rétention étanche aux produits

susceptibles d'y être entreposés, à l'abri des intempéries, dimensionnée en terme de volume dans les règles de l'art).

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100% de la capacité du plus grand réservoir,
- 50% de la capacité des réservoirs associés.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 l, la capacité de rétention peut être réduite à 20% de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1000 l ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1000 l.

Toute mise en dépôt à titre définitif de déchets sur le site est interdite.

Toute incinération à l'air libre de déchets de quelque nature que ce soit est interdite.

L'exploitant justifie le caractère ultime au sens de l'article L 541-24 du Code de l'Environnement, des déchets mis en décharge.

L'élimination des déchets à l'extérieur du site, doit être effectuée dans des installations régulièrement autorisées à cet effet au titre du titre I^{er} du livre V du Code de l'Environnement, voire agréées s'il s'agit de déchets contaminés par des PCB. Le détenteur doit pouvoir en justifier l'élimination.

Chaque lot de déchets spéciaux expédié vers l'éliminateur doit être accompagné du bordereau de suivi établi en application de l'arrêté ministériel du 4 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisance.

Le détenteur tient à disposition de l'inspection des installations classées, un récapitulatif des opérations d'élimination effectuées. Ce récapitulatif prend en compte les déchets et les filières d'élimination. Les documents justificatifs devront être conservés trois ans.

Article 5 – Surveillance de la qualité des eaux souterraines

Dès la notification du présent arrêté, la Sté SERM assurera une surveillance de la qualité des eaux souterraines à l'amont et à l'aval hydraulique des terrains du secteur B dont elle est propriétaire, dans lesquels sont présents des remblais à scories.

Les puits de contrôle doivent résulter d'une étude hydrogéologique, réalisée par un bureau compétent, qui pourra être réalisée en liaison avec les autres propriétaires des terrains du secteur B (voir plan en annexe) et qui sera à transmettre au préfet dans le délai de 2 mois.

Le nombre, le positionnement et le dimensionnement des ouvrages restent soumis à l'approbation de l'inspecteur des installations classées. Si des ouvrages répondant aux conditions précédemment énoncées existent, ils pourront être utilisés, sous réserve de l'autorisation de leur propriétaire.

Au minimum, les paramètres suivants seront recherchés :

- hydrocarbures totaux
- arsenic
- métaux lourds (Cd, Cr, Cr6, Cu, Hg, Pb, Sb, Ba)
- CN
- indice phénol

La fréquence de contrôle sera semestrielle (basses eaux – hautes eaux). Prélèvements et analyses sont à réaliser par un laboratoire agréé. Les résultats de mesures, avec commentaires, sont à communiquer dès réception à l'inspecteur des installations classées.

Article 6 -

Des contrôles supplémentaires, tant au niveau des sols que des eaux souterraines, pourront être demandés par l'inspecteur des installations classées.

En fonction des résultats de surveillance de la qualité des eaux souterraines, les paramètres et fréquences de surveillance pourront être revus.

Article 7 -

Les frais inhérents au respect des dispositions du présent arrêté, sont à la charge de la Société SERM.

Article 8 -

Un avis faisant connaître qu'une copie de l'arrêté portant prescriptions complémentaires est déposée à la mairie de Mulhouse et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux.

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera affiché à la mairie de Mulhouse pendant une durée minimum d'un mois et affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins de l'exploitant.

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin, le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement chargé de l'inspection des Installations Classées et le maire de MULHOUSE, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Fait à COLMAR, le 21 avril 2004

Pour le Préfet,
Et par délégation
Le Secrétaire Général par intérim

<p>Délais et voie de recours (article L 514-6 du Titre 1^{er} du Livre V du Code de l'Environnement). La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif, le délai de recours est de deux mois à compter de la notification pour le demandeur ou pour l'exploitant, il est de 4 ans pour les tiers ou les communes intéressées à compter de l'affichage ou de la publication de la présente décision.</p>
--